

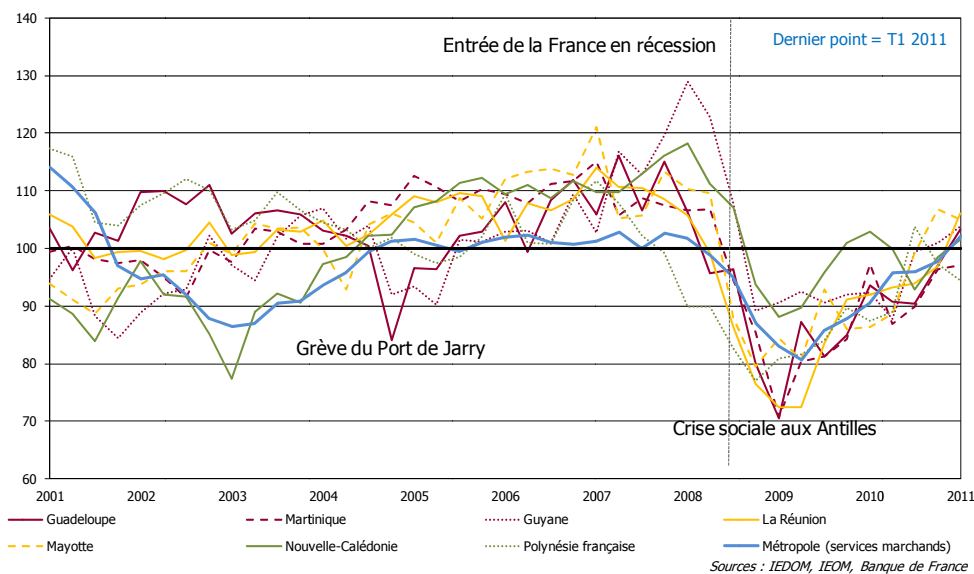
Conjoncture Outre-mer 1^{er} trimestre 2011

POURSUITE DE L'AMÉLIORATION DANS L'OUTRE-MER FRANÇAIS

Initiée au précédent trimestre, la reprise est maintenant à l'œuvre dans l'Outre-mer français, à l'exception de la Polynésie française dont l'activité économique poursuit son ralentissement. Ce mouvement, conforme à l'évolution de l'activité mondiale et française (cf. *infra*), devrait se poursuivre dans les prochains mois. L'indicateur du climat des affaires (ICA) est en amélioration dans la majorité des DCOM et est désormais supérieur à sa moyenne de longue période, sauf en Polynésie française et, dans une moindre mesure, à la Martinique touchée par les conflits sociaux. Son niveau reste néanmoins généralement en-deçà du niveau atteint avant les crises.

Cette amélioration est cependant encore insuffisante pour atténuer les tensions sur le marché du travail. Les prix connaissent une nouvelle accélération.

Indicateur du climat des affaires
(100 = Moyenne période)



La reprise mondiale se confirme

Au premier trimestre 2011, la reprise de l'économie mondiale s'est poursuivie et étendue à l'ensemble des zones, grâce au rebond du commerce international. La catastrophe qui a touché le Japon ne devrait avoir qu'un impact limité sur la croissance mondiale (0,1 point en 2011) mais l'effet sur le PIB japonais pourrait atteindre 3 à 4 points de PIB. Ce pays vient d'ailleurs d'entrer en récession. Des risques doivent cependant être surveillés : prix du pétrole et des matières premières, surchauffe dans les BRICs, soutenabilité des dettes publiques.

Le PIB des Etats-Unis enregistre une progression de 1,8 % en rythme annualisé (0,4 % sur le trimestre), moindre qu'au trimestre précédent, sous l'effet d'une diminution de la consommation intérieure.

Dans les pays émergents, la croissance de l'activité est restée soutenue.

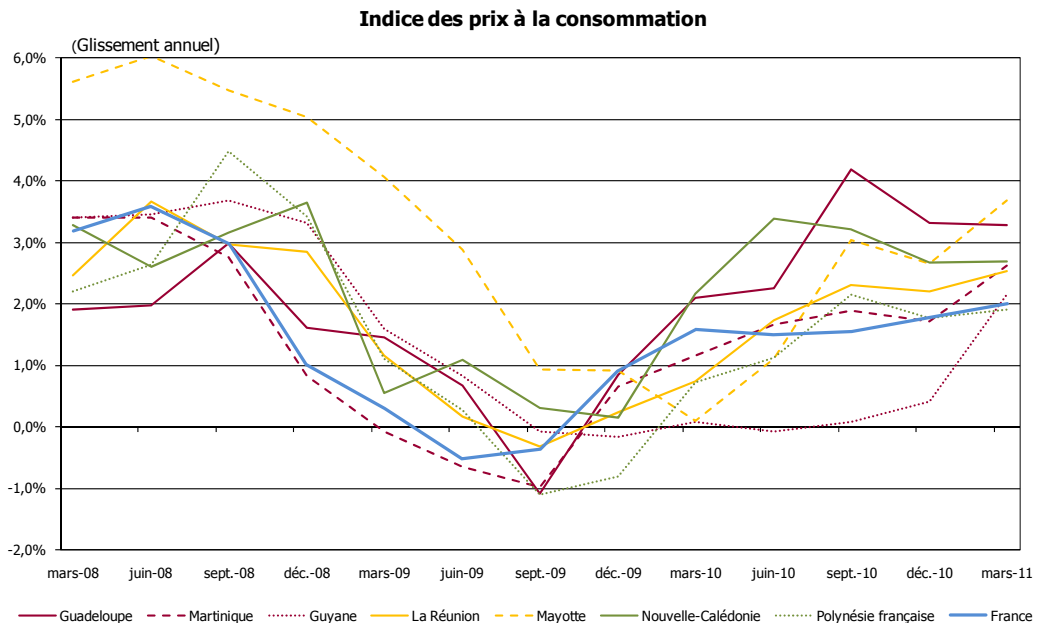
En Europe, la reprise est dynamique : le PIB de la zone augmente de 0,8 % par rapport au trimestre précédent, tout comme celui de l'UE27. La croissance a été soutenue par l'Allemagne, la France, l'Autriche et les Pays-Bas mais les pays confrontés aux inquiétudes sur la dette souveraine enregistrent une croissance beaucoup plus faible, le Portugal entrant même officiellement en récession. Après deux ans de stabilité, les taux directeurs de la BCE ont été relevés de 25 points de base compte tenu des risques pesant sur la stabilité des prix.

En France, le PIB enregistre sa plus forte hausse depuis 2006, atteignant 1 %, contre 0,3 % au trimestre précédent sous l'effet de l'accélération de la consommation des ménages et surtout de l'investissement, ainsi que d'une reconstitution importante des stocks.

NOUVELLE ACCÉLÉRATION DE LA HAUSSE DES PRIX

La hausse des prix, qui avait connu une stabilisation au dernier trimestre de 2010, s'accélère de nouveau dans la plupart des départements d'outre-mer, principalement sous l'effet de l'augmentation des prix de l'énergie. Elle se stabilise cependant dans les collectivités du Pacifique. Entre fin décembre 2010 et fin mars 2011, le glissement annuel est passé de 2,2 % à 2,6 % pour l'ensemble des DCOM – de 2,2 % à 2,7 % pour les DOM et de 2,2 % à 2,3 % dans les COM.

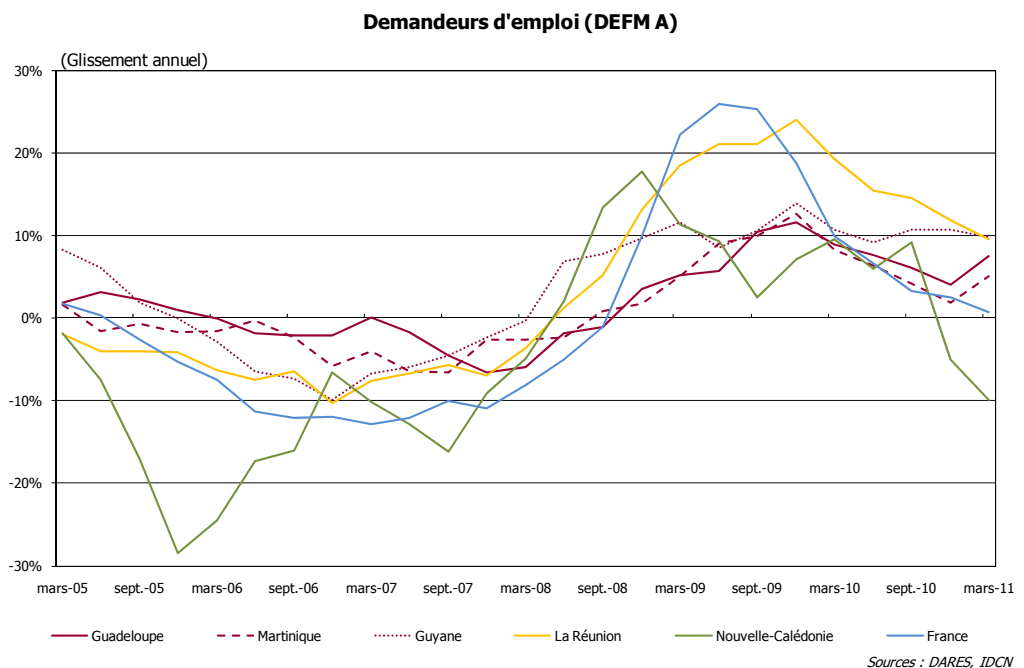
Les accélérations significatives des hausses des prix en Guyane et à Mayotte s'expliquent principalement par l'augmentation des prix des produits pétroliers et des produits frais dans les deux départements, ainsi que par la hausse des prix des services aux ménages à Mayotte.



MARCHÉ DU TRAVAIL TOUJOURS DÉGRADÉ

Malgré un ralentissement de la détérioration du marché du travail au trimestre dernier, la situation reste dégradée dans les géographies d'outre-mer, à l'exception notable de la Nouvelle-Calédonie.

Dans les DOM, le nombre de demandeurs d'emploi a continué de progresser sur le trimestre dans toutes les géographies (+4,4 % pour la Guyane, +3,7 % pour La Réunion, +3,2 % pour la Guadeloupe et +2,6 % pour la Martinique). En glissement annuel, sur l'ensemble des DOM, la hausse du nombre de demandeurs d'emploi rompt avec la décélération initiée en 2010 (+8,3 % en mars contre +7,9 % en décembre). Le nombre de demandeurs d'emploi enregistrés atteint maintenant des niveaux record pour ces géographies.



Dans les COM du Pacifique, la situation est plus contrastée : en Polynésie, l'emploi est en perte de vitesse, particulièrement dans le secteur du BTP. Le marché du travail de Nouvelle-Calédonie est toujours dynamique, l'offre étant tirée notamment par la construction de l'usine du Nord.

CONJONCTURE PAR GÉOGRAPHIE

Guadeloupe : nouvelle amélioration du climat des affaires

L'indicateur du climat des affaires (ICA) s'améliore de nouveau en début d'année. Cette progression sensible, du même ordre que celle observée au quatrième trimestre 2010, lui permet de dépasser légèrement sa moyenne de longue période, ce qui n'était pas arrivé depuis début 2008 avant les crises financière et sociale.

La consommation des ménages reste bien orientée, renouant avec les niveaux observés début 2008 malgré l'accélération de la hausse des prix sur le trimestre. Les échanges extérieurs progressent avec vigueur. En dépit de ces éléments positifs, l'investissement des entreprises demeure en retrait.

Les signes de reprise de l'activité observés en fin d'année dans le cadre de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM se confirment. Les professionnels du secteur du tourisme jugent l'évolution de leur activité en hausse. Dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, les entrepreneurs demeurent dans l'expectative. L'activité du secteur industriel est de nouveau en baisse, en particulier pour les entreprises dont l'activité est étroitement liée au BTP. L'activité dans le secteur du commerce reste bien orientée.

Si certains chefs d'entreprise estiment que la conjoncture économique reste difficile, ils sont plus nombreux à anticiper une hausse de l'activité au prochain trimestre notamment dans l'industrie agroalimentaire, le commerce et les services.

Martinique : stagnation du climat des affaires dans un contexte économique et social incertain

Le premier trimestre a été marqué par une succession de conflits sociaux qui ont affecté la bonne marche de l'économie. Le blocage total du port de Fort-de-France pendant trois semaines a conduit à une désorganisation de toute la chaîne logistique des entreprises. La grève de quinze jours des transporteurs de béton et des carrières a pénalisé les professionnels du BTP en fin de période. Le conflit à EDF, qui a débuté en février et se poursuit au deuxième trimestre, a régulièrement entraîné des délestages.

L'indicateur du climat des affaires (ICA) reflète bien le moral en berne des chefs d'entreprise dont les activités ont été dans l'ensemble très perturbées par ces événements. Il est pratiquement stable sur le trimestre, alors que la fin d'année 2010 semblait marquer le début d'un retour à son niveau moyen de longue période.

La consommation des ménages est moins bien orientée qu'en fin d'année et l'investissement des entreprises est peu dynamique dans cet environnement économique et social incertain.

L'activité économique est dans l'ensemble mitigée. Le secteur du tourisme confirme l'orientation favorable amorcée le trimestre précédent, alors que le BTP et le commerce font état d'un redressement modéré de leur courant d'affaires. L'activité des secteurs de l'agriculture et de l'industrie se dégrade toutefois en liaison avec les perturbations liées à la grève du port.

Les perspectives de l'ensemble des secteurs indiquent une stabilité pour le second trimestre.

Guyane : activité économique en hausse

Pour le troisième trimestre consécutif, l'indicateur du climat des affaires (ICA) enregistre une progression. Il dépasse désormais légèrement sa moyenne de longue période, restant toutefois en deçà des niveaux atteints en 2007 et 2008. Cette amélioration s'explique par une meilleure perception de l'activité passée et future.

La consommation des ménages poursuit sa progression. L'investissement est favorablement orienté ce trimestre mais les prévisions à un an sont en repli.

Contrairement aux prévisions, l'activité progresse globalement selon les résultats de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM, mais à un rythme moindre qu'au trimestre précédent. L'industrie, le BTP et, dans une moindre mesure, les services restent à l'écart de ce mouvement positif.

Cette amélioration de l'activité d'ensemble, encore hésitante en début d'année, devrait s'amplifier au deuxième trimestre dans tous les secteurs, sauf dans le commerce, l'agriculture et l'agroalimentaire où l'activité se stabiliserait.

La Réunion : climat des affaires à nouveau en zone favorable

L'indicateur du climat des affaires (ICA) s'améliore nettement : il accélère et s'établit maintenant au-dessus de sa moyenne de longue période, pour la première fois depuis début 2008. La quasi-totalité des opinions tant sur la conjoncture passée que future est positive.

La consommation des ménages reste bien orientée et se maintient sur sa tendance haussière observée en 2010. L'investissement, atone en 2010, marque un léger rebond en ce début d'année. Les échanges avec le reste du monde progressent également.

Tous les secteurs d'activités profitent de cette dynamique. L'activité du secteur « Agriculture, élevage et pêche » se redresse en début d'année après s'être contractée fin 2010. Les professionnels du secteur du BTP enregistrent une nouvelle progression de leur activité. Dans le secteur des industries manufacturières, le début de l'année se caractérise par une légère reprise de l'activité qui devrait perdurer mais à un rythme moindre. Le courant d'affaires dans le secteur des services marchands est en hausse au premier trimestre. L'activité touristique continue sa progression.

Les anticipations des chefs d'entreprise pour le deuxième trimestre restent bien orientées avec, toutefois, une dynamique moindre que sur le passé récent.

Mayotte : hausse timide

Bien qu'il reste toujours au-dessus de sa moyenne de longue période, l'indicateur du climat des affaires (ICA) a subi un léger recul en début d'année, expliqué en grande partie par la dégradation des opinions relatives aux délais de paiement et aux niveaux de trésorerie. Toutefois, les chefs d'entreprise font état d'une amélioration sensible des niveaux d'embauches. La hausse des prévisions d'investissement se poursuit.

Cette meilleure orientation économique se manifeste par l'évolution à la hausse de la consommation des ménages et le redressement des indicateurs liés à l'investissement des entreprises.

A l'exception des services marchands, tous les secteurs affichent une amélioration, plus ou moins prononcée, de leur activité. Dans l'ensemble, les prévisions d'activité sont timides mais celles concernant l'investissement sont optimistes.

Saint-Pierre-et-Miquelon : nouvelle amélioration

La conjoncture du trimestre se caractérise par une détérioration de la plupart des indicateurs économiques. La diminution des volumes de produits alimentaires et manufacturés importés témoigne d'une contraction de la consommation des ménages, tandis que la hausse des volumes de produits bruts importés s'accompagne d'une stabilisation de l'investissement des entreprises. La hausse du prix de l'énergie conduit à une augmentation significative du coût des importations, avec pour conséquence une nouvelle dégradation de la balance commerciale. La fréquentation touristique affiche une progression significative.

Nouvelle-Calédonie : climat des affaires en hausse

L'année a débuté avec des turbulences climatiques et politiques. Le passage de la dépression tropicale de forte intensité *Vania* a affecté l'économie en général et l'agriculture en particulier. Le contexte politique a été marqué de son côté par une période d'instabilité. Ces événements semblent cependant avoir peu impacté le moral des entrepreneurs ; l'indicateur du climat des affaires (ICA) continue à se redresser, de même que les prévisions d'investissement à un an.

La consommation et l'investissement, tout en restant à des niveaux élevés, montrent des signes d'essoufflement. La possible résurgence de la pression inflationniste reste un élément d'inquiétude.

Au plan sectoriel, le cours du nickel s'apprécie toujours et la montée en puissance de la production de l'usine de Vale Nouvelle-Calédonie soutient le niveau de la production et des exportations du territoire. Le secteur du tourisme poursuit le rétablissement entamé au quatrième trimestre 2010. Les intempéries et la fin des gros terrassements à Vavouto pèsent sur l'activité du BTP. Les exportations de crevettes sont au plus bas tandis que les secteurs de la pêche et de l'élevage se portent bien.

Pour les prochains trimestres, la Nouvelle-Calédonie peut s'attendre à subir encore les effets de la catastrophe survenue au Japon, au travers notamment de son possible impact sur les marchés des matières premières et sur les voyages des touristes japonais sur le territoire.

Polynésie française : nouveau repli de l'activité

L'indicateur du climat des affaires (ICA) s'affiche une nouvelle fois en diminution. Malgré le rebond technique enregistré au troisième trimestre 2010, il se replie sur son niveau de mi-2010, traduisant la persistance de la défiance des entreprises du secteur marchand. Ce repli provient essentiellement des opinions pessimistes sur l'évolution récente, les chefs d'entreprises insistant plus particulièrement sur la faiblesse de leur activité et la réduction de leurs effectifs.

Si quelques signes favorables sur la demande externe se confirment, l'activité économique est contrainte par une demande interne en berne. L'instabilité politique, qui s'est traduite par un nouveau renversement de gouvernement le 1^{er} avril 2011, contribue au gel de la commande publique, déjà grevée par les difficultés budgétaires du Pays, et obscurcit un peu plus la visibilité des entreprises à moyen terme. Les prévisions sont négatives. Le pessimisme ambiant des agents économiques est illustré par l'ultimatum social aux pouvoirs publics locaux lancé conjointement par les organisations patronales et les syndicats de salariés. Ces derniers appellent de leurs vœux la mise en œuvre rapide de politiques de fond susceptibles d'initier la relance et de restaurer l'emploi.

Dans un contexte dominé par la persistance d'une conjoncture mal orientée, deux secteurs se distinguent cependant de la tendance globale : l'hôtellerie et le secteur primaire connaissent effectivement une activité porteuse au cours du trimestre.

Wallis-et-Futuna : activité économique en léger retrait

L'activité est en léger repli. Aux nombreux déplacements hors du Territoire dus aux vacances scolaires et se traduisant par un ralentissement de la consommation des ménages s'ajoutent les conséquences de l'interruption temporaire de l'approvisionnement par bateau, qui a pénalisé l'activité dans plusieurs secteurs. La commande publique, moteur de la reprise en 2010, enregistre des signes de tassement : les plus gros chantiers sont arrivés au terme de leur gros-œuvre et le renouvellement du carnet de commandes n'est pas assuré pour l'ensemble des professionnels du secteur. Les difficultés d'attribution des chantiers importants (stade de Kafika, travaux du Lycée) sont pointées par les professionnels du secteur.

L'investissement des entreprises reste toujours timide, les difficultés de trésorerie liées à des incertitudes sur le long terme conduisent les entrepreneurs à différer leurs investissements.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication et responsable de la rédaction : N. de SEZE

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : 22 juin 2011 – Dépôt légal : juin 2011 – ISSN 1952-9619